Monsieur le Ministre

La sénatrice Leila de Lima s’est rendue, le 24 février 2017, à la police nationale après avoir été inculpée d’infractions liées aux stupéfiants. Depuis, elle est détenue au siège de la police à Camp Crame, dans la ville de Quezon (métropole de Manille). Elle critiquait haut et fort le gouvernement de Rodrigo Duterte et les violations des droits humains commises dans le cadre de la « guerre contre la drogue » qu’il menait depuis son arrivée au pouvoir. En avril et en mai, trois personnes ayant témoigné contre la sénatrice se sont rétractées. Dans leurs dernières déclarations, ces trois témoins ont expliqué que la police et de hauts responsables les avaient menacés pour les contraindre à accuser à tort la sénatrice d’être impliquée dans un trafic de stupéfiants. En tant que membre/sympathisant(e) d’Amnesty International, je vous demande de réexaminer les affaires concernant la sénatrice Leila de Lima de toute urgence, de manière impartiale, en vue d’abandonner les charges retenues contre elle et de garantir sa libération immédiate. Dans l’attente, je vous prie d’agréer Monsieur le Ministre, l’expression de toute ma considération.